



ÉTATS-UNIS – CERTAINES MESURES RELATIVES AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR LA CHINE

La communication ci-après, datée du 14 août 2018 et adressée par la délégation de la Chine à la délégation des États-Unis, est distribuée à l'Organe de règlement des différends conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

1. Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique ("États-Unis") conformément aux articles 1^{er} et 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord"), à l'article XXII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"), à l'article 8 de l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* ("Accord sur les MIC") et aux articles 4 et 30 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC") au sujet de certaines mesures adoptées et maintenues par les pouvoirs publics de certains États et municipalités des États-Unis en ce qui concerne des subventions et/ou des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux dans le secteur de l'énergie.

2. La présente demande indique les mesures en cause dans la section I et le fondement juridique de la plainte de la Chine dans la section II.

I. MESURES EN CAUSE

A. Programme d'incitations financières pour le recouvrement des coûts en faveur des énergies renouvelables ("RECIP") de l'État de Washington

3. Le RECIP est maintenu en vertu des chapitres 82.16.110 à 82.16.180 du Revised Code of Washington ("RCW"). Le RECIP est en outre mis en œuvre par l'article 458-20-273 du Washington Administrative Code ("WAC").

4. En vertu du chapitre 82.16.120 du RCW, les entreprises d'électricité fournissent à leurs clients remplissant les conditions requises des incitations pour le recouvrement des coûts d'investissement en faveur de la production d'électricité par le client à partir d'un système de production d'énergie renouvelable. De même, le chapitre 82.16.165 du RCW autorise les clients remplissant les conditions requises à recevoir des entreprises de services publics pertinentes une incitation à la production annuelle pour chaque kilowattheure d'électricité produit par un système de production d'énergie renouvelable.

5. Comme cela est indiqué aux chapitres 82.16.120 et 82.16.165 du RCW, le taux de l'incitation augmente dans certains cas où le système de production d'énergie renouvelable utilise des pièces spécifiées fabriquées dans l'État de Washington. On multiplie alors le taux des versements à titre d'incitation par les kilowattheures bruts produits par le système pour déterminer le versement à titre d'incitation. Les entreprises d'électricité et les entreprises de services publics qui ont fait les versements à titre d'incitation aux clients remplissant les conditions requises ont droit à un crédit d'impôt pour les versements à titre d'incitation effectués et divers frais connexes, sous réserve de certaines limites spécifiées.

B. Programme d'incitations en faveur de l'autoproduction ("SGIP") de l'État de Californie

6. Le SGIP est maintenu en vertu des articles 360 à 380 du California Public Utilities Code et du pouvoir conféré à la Commission des services publics de la Californie ("CPUC") par l'article XII de la Constitution de la Californie et le California Public Utilities Code. Le SGIP est en outre mis en œuvre par le manuel SGIP 2017 et une série de décisions de la CPUC, y compris, mais pas seulement, la décision CPUC 17-04-017.

7. Le SGIP fournit des incitations financières aux utilisateurs qui installent des moyens techniques de production décentralisée d'énergie renouvelable pour répondre à la totalité ou à une partie des besoins en énergie électrique d'une installation. Conformément à l'article 379.6 du Public Utilities Code, dans le cadre de l'administration du SGIP, une incitation additionnelle est accordée pour l'installation de ressources de production décentralisée admissibles fabriquées en Californie.

C. Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire photovoltaïque ("SIP") mis en œuvre par le Département des eaux et de l'électricité de Los Angeles ("LADWP")

8. Le SIP est un programme d'incitations fondées sur les résultats maintenu par le LADWP dans le cadre de l'Initiative solaire californienne établie à l'article 2854 du California Public Utilities Code. Le SIP est administré au moyen de lignes directrices concernant le programme publiées par le LADWP.¹

9. En vertu du SIP, le LADWP fournit des incitations uniques à ses clients qui achètent/louent et installent des systèmes solaires photovoltaïques. Un versement additionnel à titre d'incitation est fourni pour le matériel photovoltaïque remplissant les conditions requises et approuvé qui est fabriqué dans la ville de Los Angeles, appelé crédit à la fabrication dans la ville de Los Angeles ("LAMC") conformément à l'article 8.1 des lignes directrices du LADWP.

D. Prescriptions relatives aux crédits pour l'énergie renouvelable ("REC") de l'État du Michigan

10. Les prescriptions relatives aux REC sont énoncées dans la Loi sur les énergies propres et renouvelables et la réduction du gaspillage énergétique ("CREEWRA") de l'État du Michigan, codifiée dans le chapitre 460, Services publics, du Michigan Compiled Laws ("MCL"), et sont mises en œuvre par des ordonnances de la Commission des services publics du Michigan ("MPSC"). Les crédits pour l'énergie renouvelable sont collectés, attribués et suivis par le Système de certification des énergies renouvelables du Michigan, ainsi qu'il est prévu dans les procédures opérationnelles du Système de certification des énergies renouvelables du Michigan.

11. L'article 1039 du chapitre 460 du MCL dispose qu'un crédit pour l'énergie renouvelable sera accordé au propriétaire d'un système de production d'énergie renouvelable pour chaque mégawatt/heure d'électricité produit à partir du système, sous réserve de certaines conditions. L'article 1028 du chapitre 460 du MCL exige des fournisseurs d'électricité du Michigan qu'ils constituent un portefeuille de crédits pour l'énergie renouvelable consistant en une proportion de crédits pour l'énergie renouvelable qui augmente au fil du temps et atteint 15% d'ici à 2021. Les fournisseurs d'électricité du Michigan peuvent remplir ce critère en produisant de l'électricité à partir de systèmes de production d'énergie renouvelable ou en achetant des crédits pour l'énergie renouvelable.

12. Conformément à l'article 1039 du chapitre 460 du MCL, des REC additionnels appelés "crédits d'incitation du Michigan pour l'énergie renouvelable" sont accordés pour l'électricité produite à partir d'un système de production d'énergie renouvelable construit avec du matériel fabriqué dans l'État du Michigan, tel que déterminé par la MPSC.

¹ Par exemple, voir les lignes directrices concernant le comptage net de l'énergie et le Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire photovoltaïque, datées du 4 décembre 2015.

E. Programme expérimental sur les énergies renouvelables avancées ("EARP") proposé par la société Consumers Energy et approuvé par la la Commission des services publics du Michigan ("MPSC")

13. Le programme EARP est administré par Consumers Energy, le plus grand fournisseur de services publics du Michigan, conformément à l'article 460 de la CREEWRA indiquée plus haut dans la partie D, figurant au chapitre 460 du MCL. Le programme EARP a été approuvé par la MPSC dans l'ordonnance qu'elle a rendue dans l'affaire U-15805. Des élargissements et/ou modifications du programme EARP ont été approuvés par des ordonnances ultérieures rendues par la MPSC.² Le programme EARP est également inclus à l'article C10.3 du Manuel des tarifs pour les services d'électricité ("Manuel des tarifs") de Consumers Energy, dont des versions ont été approuvées par la MPSC dans des affaires, y compris, mais pas seulement, les affaires U-15805, U-16543, U-16581, U-17301 et U-17709.

14. En vertu de l'article C10.3 du Manuel des tarifs, un client participant au programme EARP est tenu d'installer et d'exploiter un système de production d'électricité solaire photovoltaïque admissible construit avec de la main-d'œuvre du Michigan ou du matériel fabriqué dans l'État du Michigan. Le client doit transmettre toute l'énergie produite par le matériel de production d'énergie renouvelable admissible à Consumers Energy, qui détiendra et utilisera les REC ainsi créés. En retour, Consumers Energy offre un tarif fixe pour l'électricité transmise par le client. De plus, les clients fournissant de l'électricité à l'aide d'un système de production construit après le 1^{er} octobre 2011 qui satisfait à la fois aux prescriptions relatives à la main-d'œuvre du Michigan et à celles qui concernent le matériel du Michigan bénéficieront d'une incitation supplémentaire.

15. En plus des mesures indiquées plus haut dans les sous-sections A à E, la présente demande de consultations concerne aussi toutes modifications ou toutes mesures connexes, mesures ultérieures, mesures de remplacement ou mesures d'application, ainsi que toutes mesures ultérieures, étroitement liées aux programmes susmentionnés accordant des subventions et/ou imposant des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux dans le secteur de l'énergie.

II. FONDEMENT JURIDIQUE DE LA PLAINTÉ

16. La Chine considère que chacune des mesures en cause est incompatible avec les dispositions ci-après des accords visés de l'OMC:

- l'article III:4 du GATT de 1994, parce qu'il apparaît que les mesures en cause renferment des lois, règlements et/ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits sur le marché intérieur qui accordent un traitement moins favorable aux produits importés aux États-Unis que celui qui est accordé aux produits similaires originaires des États-Unis;
- l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, parce qu'il apparaît que les mesures en cause sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises qui sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- l'article 2:2 de l'Accord sur les MIC, parce qu'il apparaît que les mesures en cause sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises qui sont obligatoires ou ont force exécutoire en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives, et/ou auxquelles il est nécessaire de se conformer pour obtenir un avantage, et qui prescrivent qu'une entreprise achète ou utilise des produits originaires des États-Unis, qui sont visées au paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC;

² L'approbation par la MPSC des plans d'énergie renouvelable de Consumers Energy établissant et élargissant le programme EARP a eu lieu alors que la loi qui a précédé la CREEWRA, la Loi sur les énergies propres, renouvelables et efficaces ("CREEA"), était encore en vigueur. Conformément à l'article 460.1022 de la CREEWRA, tous les plans d'énergie renouvelable approuvés dans le cadre de la CREEA et en vigueur à la date à laquelle la CREEWRA a pris effet (le 20 avril 2017) restent en vigueur, sous réserve d'examen et de modification dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la CREEWRA.

- l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC parce qu'il apparaît qu'elles accordent et maintiennent des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

17. Compte tenu de ce qui précède, il apparaît que les mesures en cause annulent ou compromettent les avantages résultant pour la Chine directement ou indirectement des accords visés de l'OMC susmentionnés.

18. Conformément à l'article 4.2 de l'Accord SMC, la Chine joint à la présente demande une liste des éléments de preuve concernant les mesures en cause dont elle dispose actuellement. La Chine se réserve le droit de soulever d'autres questions de fait et/ou de formuler des allégations juridiques additionnelles au cours des consultations, ainsi que dans toute demande future d'engagement d'une procédure de groupe spécial.

19. La Chine attend avec intérêt de recevoir une réponse des États-Unis à la présente demande et souhaite qu'une date et un lieu mutuellement acceptables soient fixés pour les consultations.

Exposé des éléments de preuve disponibles

A. Programme d'incitations financières pour le recouvrement des coûts en faveur des énergies renouvelables ("RECIP") de l'État de Washington

1. Wash. Rev. Code §§ 82.16.110-180
2. *Engrossed Substitute Senate Bill 5939*, State of Washington, 65th Legislature (2017).
3. Wash. Admin. Code, § 458-20-273
4. *Revised Code of Washington*, Energy Independence Act, Chapter 19-285 RCW (2007).
5. *Washington Administrative Code*, Energy Independence, Chapter 194-37 WAC (2008).
6. *Washington Administrative Code*, Manufacturing, Processing for hire, fabricating, WAC 458-20-136 (2005).
7. *Washington State Register*, Emergency Rules, Rule Making Order – Department of Revenue, WSR 12-16-046 (July 27, 2012).
8. *Substitute Senate Bill 5101*, State of Washington, 59th Legislature (2005).
9. *Engrossed Substitute Senate Bill 6170*, State of Washington, 61st Legislature (2009).
10. *Engrossed Substitute Senate Bill 6658*, State of Washington, 61st Legislature (2010).
11. *Senate Bill 5526*, State of Washington, 62nd Legislature (2011).
12. *Engrossed Senate Bill 5128*, State of Washington, 65th Legislature (2017).
13. *Engrossed Second Substitute House Bill 1301*, Amending RCW 82.16.110, RCW 82.16.120, RCW 82.16.130 (2013).
14. Washington State Department of Revenue, *Renewable Energy System Cost Recovery- Annual Incentive Payment Application*, REV 41 0100e (2011).
15. Washington State Department of Revenue, *Community Solar Project Renewable Energy System Cost Recovery- Annual Incentive Payment Application*, REV 41 0111e (2015).
16. Washington State Department of Revenue, *Renewable Energy System Cost Recovery Certification*, 82.16 RCW, REV 41 0094 (2015).
17. Washington State Department of Revenue, *Community Solar Projects Renewable Energy System Cost Recovery Certification*, REV 41 0110 (2015).
18. Washington State Department of Revenue, *Special Notice, Solar Stirling Converter Manufactured in Washington Added to Renewable Energy Cost Recovery Incentive Payment Program* (August 30, 2011).
19. Washington State Department of Revenue, *Growth from Renewable Energy Cost Recovery Program* (October, 2016).
20. Washington State Department of Revenue, *Evaluation of Tax Incentives- Analysis of Renewable Energy System Program: Report to the Legislature* (December, 2009).
21. Washington State Department of Revenue, *Special Notice-Renewable Energy Cost Recovery Incentive Program-Modifications to Program* (May, 2010).

-
22. Washington State Department of Revenue, *Washington Manufacturers Equipment Approved for "Made in Washington" Renewable Energy Systems Cost Recovery Incentive Payments* (September 28, 2016).
 23. U.S. Department of Energy, *Office of Scientific and Technical Information, 2011 Wind Technologies Market Report*, DOE/GO-102012-3472 (August, 2012).
 24. Shoreline Community College Office of the President, *Notice of Intent addressed to Superintendent*, Seattle City Light (August 12, 2009).
 25. Mason County PUD No. 1, *In-State Production Incentives for Renewable Energy Development Program Overview*, State Doc #1 (December, 2013).
 26. American Council on Renewable Energy, *Renewable Energy in Washington* (September, 2014).
 27. Washington State Department of Revenue, *Summary of 2009 Tax Legislations* (May, 2009).
 28. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Electricity Profile* (2014).
 29. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Electricity Profile* (2017).
 30. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Energy Profile* (2015).
 31. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Energy Profile* (2016).
 32. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Renewable Electricity Profile* (2012).
 33. Clark Public Utilities, *Steps for Participation in Washington State's Renewable Energy Production Incentive Program Production Metering Agreement*.
 34. Washington State Department of Revenue, *Special Notice, Renewable Energy System Cost Recovery Program – Production Incentive* (September 23, 2009).

B. Programme d'incitations en faveur de l'autoproduction ("SGIP") de l'État de Californie

1. *State of California Public Utilities Code*, Division I, Part I, Chapter 2.3, Article 6.
2. *California Constitution*, Article XII Public Utilities.
3. *California Assembly Bill no. 970*, an Act to amend, *inter alia*, Section 372 of the Public Utilities Code (September 7, 2000).
4. *California Assembly Bill no. 2267*, an Act to amend, *inter alia*, Section 379.6 of the Public Utilities Code (September 28, 2008).
5. *Senate Bill no. 412*, an Act to amend, *inter alia*, Section 379.6 of the Public Utilities Code, relating to electricity, Chapter 182 (October 11, 2009).
6. *Senate Bill no. 861*, an Act to amend, *inter alia*, Sections 379.6 of the Public Utilities Code (June 20, 2014).
7. *California Assembly Bill no. 1478*, an Act to amend, *inter alia*, Section 379.6 of the Public Utilities Code (September 27, 2014).
8. *California Assembly Bill no. 1637*, an Act to amend, *inter alia*, Section 379.6 of the Public Utilities Code (September 26, 2016).

-
9. California Public Utilities Commission Decision 01-03-073, *Interim Opinion: Implementation of Public Utilities Code Section 399.15(b), Paragraphs 4-7; Load Control and Distributed Generation Initiatives* (March 27, 2001).
 10. California Public Utility Commission Decision 08-11-044, *Decision Addressing Eligible Technologies under the Self-generation Incentive Program (SGIP) and modifying the process for evaluating SGIP Program change requests Decision on Advanced Storage Technologies* (November 21, 2008).
 11. California Public Utility Commission Decision 11-09-015, *Decision Modifying the Self-Generation Incentive Program and Implementing Senate Bill 412* (September 8, 2011).
 12. California Public Utility Commission Decision 11-12-030, *Decision Adopting SGIP Annual Budget for 2012, 2013 and 2014* (December 15, 2011).
 13. California Public Utilities Commission Decision 14-12-033, *Decision Authorizing Pacific Gas and Electric Company, Southern California Edison Company, San Diego Gas & Edison Company, San Diego Gas & Electric Company, and Southern California Gas Company to Continue to Collect Funds for the Self Generation Incentive Program Pursuant to Public Utilities Code Section 379.6 as Amended by Senate Bill 861* (December 8, 2014).
 14. California Public Utilities Commission Decision 15-12-027, *Decision Partially Suspending Disbursement Of 2016 Program Year Funds and Acceptance of New Applications for the Self-Generation Incentive Program* (December 17, 2015).
 15. California Public Utilities Commission Decision 16-06-055, *Decision Revising the Self-Generation Incentive Program Pursuant to Senate Bill 861, Assembly Bill 1478, and Implementing Other Changes* (June 23, 2016).
 16. California Public Utilities Commission Resolution E-4824, *Adoption of revised Self-Generation Incentive Program Rules pursuant to Decision (D.) 16-06-055* (February 9, 2017)
 17. California Public Utility Commission Decision 17-04-017, *Decision Revising the Self-Generation Incentive Program Pursuant to Assembly Bill 1637 and Granting the Petition for Energy Industry Association* (April 6, 2017).
 18. Advice Letter of Southern California Edison Company, Pacific Gas and Electric Company, Southern California Gas Company, and Center for Sustainable Development, *Revisions to the Self-Generation Incentive Program Handbook Pursuant to Resolution E-4824* (February 23, 2017)
 19. Advice Letter of Southern California Edison Company, Pacific Gas and Electric Company, Southern California Gas Company, and Center for Sustainable Development, *Revisions to the Self-Generation Incentive Program Handbook Pursuant to D.17-04-017 Implementing Assembly Bill 1637 and Granting the Petition for Modification of D.16-06-055 by the California Solar Energy Industries Association* (May 17, 2017)
 20. California Public Utility Commission Resolution E-4887, *Adoption of revised Self-Generation Incentive Program developer definition pursuant to Decision (D.) 16-06-055 and other revisions to the SGIP Handbook* (October 12, 2017)
 21. California Public Utility Commission Decision 17-10-004, *Decision Establishing Equity Budget for Self-Generation Incentive Program* (October 13, 2017).
 22. *Self-Generation Incentive Program Handbook*, 2016 (February 8, 2016).
 23. *Self-Generation Incentive Program Handbook*, 2017 (February 23, 2017).
 24. California Public Utilities Commission official website, *2016 Incentive Rates by Eligible Technologies under SGIP*.
 25. California Public Utilities Commission, *Request for California Supplier status under SGIP Form*.

26. California Public Utilities Commission, *California Manufacturer Application Form*.
27. California Public Utilities Commission, *List of SGIP approved California Suppliers* (2016).
28. *Application Forms available on the website of Pacific Gas and Electric Company*, V.2 (2015).
29. *Application Forms available on the website of Southern California Gas Company, SGIP Incentive Claim Form*, V. 3 (2015).
30. *Application Forms available on the website of Centre for Sustainable Energy California, SGIP Incentive Claim Form*, V. 3 (2015).
31. *Application Forms available on the website of South California Edison, SGIP Incentive Claim Form*, V.3 (2015).
32. California Public Utilities Commission, *Self-Generation Incentive Program Modification Guideline* (PMG) (July 1, 2006).
33. California Public Utilities Commission, *2012 SGIP Impact Evaluation Program Outlook* (February, 2014).
34. California Public Utilities Commission official website, *History & Organizational Structure*.
35. Itron, *Final Report: 2014-2015 SGIP Impact Evaluation* (November 4, 2016).
36. American Council on Renewable Energy, *Renewable Energy in California* (September, 2014).
37. U.S. Energy Information Administration, *California State Electricity Profile* (2015).
38. U.S. Energy Information Administration, *California State Electricity Profile* (2017).
39. U.S. Energy Information Administration, *California Renewable Electricity Profile* (March, 2012).

C. Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire photovoltaïque ("SIP") mis en œuvre par le Département des eaux et de l'électricité de Los Angeles ("LADWP")

1. *Senate Bill 1*, Chapter 132- Electricity: Solar Energy: Net Metering (Approved 2006 and codified in *California Public Resources Code*, Sections 25780-25783 and *California Public Utilities Code*, Sections 2851-2854).
2. *California Assembly Bill no. 2227*, an Act to amend and renumber, *inter alia*, Section 2854 of California Public Utilities Code (September 27, 2012).
3. Los Angeles Department of Water and Power, *the Net Energy Metering and Solar Photovoltaic Incentive Program Guidelines* (December 4, 2015).
4. Los Angeles Department of Water and Power, *Solar Photovoltaic Incentive Program Guidelines* (January 1, 2017).
5. California Energy Commission, *Guidelines for California's Solar Electric Incentive Programs*, Fifth Edition (January, 2013).
6. *Los Angeles Department of Water and Power - Solar Incentive Program Info*, energy.gov.
7. Los Angeles Department of Water and Power, *Members of the Board of Water and Power Commissioners*.
8. Los Angeles Department of Water and Power, *Rules of the Board of Water and Power Commissioners*.
9. Los Angeles Department of Water and Power, *Customer Guide to using Powerclerk* (December 4, 2015).
10. Los Angeles Department of Water and Power, *LADWP Solar Incentive Program Calculator User Guide* (October, 2011).

11. Los Angeles Department of Water and Power, *PV Preliminary Review Information Sheet*, LADWP – PR (02-2013).
12. Los Angeles Department of Water and Power, *Solar Inspection Agreement*, LADWP – SA (09-2012).
13. Los Angeles Department of Water and Power, *Residential Disclosure Agreement*, LADWP – RD (09-2012) and a *Non-Residential Disclosure Agreement*, LADWP – ND (09-2012).
14. Los Angeles Department of Water and Power, *Request to Forward Reservation Payment*, LADWP – PF (04-2016).
15. Los Angeles Department of Water and Power, *Powerclerk User Account Request Form*, LADWP – (07-2013).
16. Los Angeles Department of Water and Power, *Solar Incentive Program Report* (April 2015).
17. California Public Utilities Commission Decision 06-01-024, *Interim Order Adopting Policies and Funding for the California Solar Initiative* (January 12, 2006)

D. Prescriptions relatives aux crédits pour l'énergie renouvelable ("REC") de l'État du Michigan

1. Clean and Renewable Energy and Energy Waste Reduction Act, Mich. Comp. Laws §§460.1001-460.1099 (2017).
2. Mich. Comp. Laws § 460.1191 (2009).
3. Senate Bill 438, State of Michigan, the 98th Legislature (December 21, 2016)
4. Michigan Renewable Energy Certification System Operating Procedures.
5. Michigan Public Service Commission, *Temporary Order in Case No. U-15800* (December 4, 2008).
6. Michigan Public Service Commission, *Notice of Hearing Regarding the Promulgation of Administrative Rules Governing Renewable Energy Plans and Energy Optimization Plans Case No. U-15900* (April 27, 2010).
7. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-15900* (April 27, 2010)

E. Programme expérimental sur les énergies renouvelables avancées ("EARP") proposé par la société Consumers Energy et approuvé par la Commission des services publics du Michigan ("MPSC")

1. M.P.S.C. No. 13 – Electric, Consumers Energy Company, *Rate Book for Electric Service*.
2. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-15805, U-15889*, May 26, 2009.
3. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-16543*, May 10, 2011.
4. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-16543*, May 26, 2011.
5. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-16543*, July 26, 2011.
6. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-16581*, May 1, 2012.
7. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-17301*, June 19, 2014.
8. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-17709*, November 6, 2014.
9. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-17301*, February, 2015.
10. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-17752*, May 14, 2015.
11. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-17771*, December 22, 2015.
12. Michigan Public Service Commission, *Order in Case No. U-17792*, March 29, 2016.
13. *Consumers Energy – Experimental Advanced Renewable Program Info*, energy.gov.
14. Consumers Energy, *Corporate Overview*.

15. Consumers Energy, *Experimental Advanced Renewable Program Brochure*.
 16. Consumers Energy, *Common questions concerning the Experimental Advanced Renewable Program*.
 17. Consumers Energy, *Experimental Advanced Renewable Program Non-Residential Application and Instructions*.
 18. Consumers Energy, *Experimental Advanced Renewable Program Residential Application and Instructions*.
-